

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 SEPTEMBRE 1919.

Proposition de loi

complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscriptions provinciales ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. GOBLET.

MESSIEURS,

Le rapport, déposé à la séance du 31 juillet 1919 (n° 269), avait marqué un dissentiment entre la Section centrale et M. le Commissaire du Gouvernement sur la formule qui doit régler l'attribution, aux différents groupes, des sièges leur revenant dans la répartition provinciale.

La Section centrale avait admis le système préconisé par M. Van de Walle dans sa proposition de loi, et l'avait résumé au deuxième alinéa de l'article 275. M. le Commissaire du Gouvernement préférait s'en tenir au calcul des décimales du quotient local de chaque liste.

Mais on a vu que M. Van de Walle avait, lui-même, dans l'Annexe du rapport, indiqué un texte transactionnel, repris d'ailleurs de sa proposition de 1911 (D. P., p. 124). L'honorable M. Sauveur ayant fait savoir qu'il pouvait se rallier à ce texte, la Section centrale en a délibéré et l'a adopté.

Le système est celui-ci. Il suffit de diviser chaque quotient local, par le nombre de sièges que la liste aurait, si le siège réservé lui était dévolu : par 1, si elle n'a pas encore de siège, par 2 si elle en a un, par 3 si elle en a deux, et ainsi de suite. Dans le cas où plusieurs sièges sont réservés dans le même arrondissement, la division est continuée de même façon. Les fractions ainsi obtenues déterminent la force électorale de la liste. Rangées selon leur

(1) Proposition de loi n° 129 (session de 1912-1913).

(2) La Section centrale, présidée par M. Pouillet, était composée de MM. de Liédekerke, Mechelynck, Van de Vyvere, Bertrand, Melot, Goblet.

importance, elles fixent l'ordre de préférence, pour l'attribution à chaque groupe, des sièges que la répartition provinciale lui a réservés.

M. le Commissaire du Gouvernement a justifié son adhésion à ce système par des considérations que nous faisons nôtres :

« On peut, il est vrai, contester que la fraction obtenue détermine « la force électorale non encore représentée » de la liste à laquelle elle appartient, mais, en réalité, en étudiant la portée des opérations successives qui aboutissent à cette fraction, on est amené à constater que celle-ci, établie dans l'hypothèse de l'attribution d'un siège supplémentaire, exprime en proportion pour cent (ou pour mille) le rapport entre le diviseur électoral (qui donne un droit absolu à un siège) et le nombre moyen, par siège, de voix recueillies par la liste.

Cette fraction locale est donc en quelque sorte une fraction de siège, celle qui provient directement des voix recueillies par la liste dans l'arrondissement, le surplus étant un bénéfice gratuit ou une utilisation des excédents.

Plus cette fraction se rapproche de l'unité, plus l'attribution d'un siège complémentaire qui l'a amenée est légitime, et cela justifie le classement par ordre d'importance des fractions locales.

Ainsi, si l'on prend le quotient électoral de la liste catholique à Anvers (élections pour la Chambre des Représentants en 1912) soit 7,829, qui représente 7 sièges + 829 millièmes, et si l'on divise ce quotient électoral par 3, ce qui donne la fraction locale de 0.978, on constate que dans le cas où la liste catholique obtiendrait 8 sièges, chaque siège lui reviendrait à concurrence des 98 centièmes à raison des voix d'électeurs qui ont voté en faveur de la liste; cette fraction atteint l'unité de mesure (diviseur électoral) à deux pour cent près. Et, en effet, le 8^e quotient (division par 8) du chiffre électoral d'arrondissement de la liste catholique à Anvers, est $93,256 : 8 = 11,657$, qui égale 98 pour cent, ou plutôt 978 pour mille, du diviseur électoral 11.913 ($11,913 \times 0.978 = 11,651$). »

Nous ajouterons que la nouvelle formule, d'apparence moins compliquée que celle de la proposition de loi, à l'avantage de cadrer avec le système d'Hondt; et qu'elle s'approprie facilement au cas où plusieurs sièges sont vacants dans un même arrondissement.

D'accord avec M. le Commissaire du Gouvernement, la Section Centrale propose de compléter l'article 277 par deux alinéas nouveaux.

Il s'agit du cas où un groupe de listes apparentées ne compte de candidats que dans quelques-uns des arrondissements de la province; au moment où ce groupe est appelé, à son tour, à se voir assigner le siège qui lui revient, il n'y a plus de vacance que dans un arrondissement où il ne compte pas de candidat. Il importe de prévoir l'hypothèse, pour peu vraisemblable qu'elle puisse paraître.

La solution consiste à appliquer, sur la base des chiffres électoraux provinciaux, la règle déposée dans l'article 263, troisième alinéa des lois électorales. Et il est logique d'appliquer la même règle en cas de vacances,

résultant de ce que, dans un arrondissement, une liste obtiendrait plus de sièges qu'elle n'y compte de candidats titulaires et suppléants.

Enfin la disposition transitoire de la proposition peut disparaître sans inconvénient, en présence de l'article 2, littéra H, du projet de loi déposé par le Gouvernement relativement aux prochaines opérations électorales.

* * *

Il est utile de mettre au point, d'après la nouvelle formule, les tableaux démonstratifs que nous avons dressés dans le précédent rapport, en tablant sur les résultats officiels de l'élection générale de 1912, pour la province d'Anvers et pour le Hainaut.

Province d'Anvers.

Les chiffres électoraux des divers partis ont été les suivants :

	Catholiques.	Cartel.	Isolés.
Anvers (15)	93,256	81,348	4,080
Malines (3)	44,367	24,816	310
Turnhout (4).	40,772	9,946	—

Rien ne sera changé aux opérations jusque là.

Quelques calculs très simples seront nécessaires au Bureau principal ou au Bureau central, pour la répartition des sièges.

A. Le total des votes valables à *Anvers* étant de 178,684 et le nombre des sièges étant de 15, le quotient sera donc de $178,684 : 15$, soit, en forçant la fraction, 11,913.

Il en résulte que le chiffre électoral catholique représente $(93,256 : 11,913)$ 7,828 ; celui du cartel 6,828.

Conclusion : La première liste obtient d'emblée 7 sièges. la seconde 6 sièges ; 2 sièges restent à attribuer.

Les mêmes opérations donneront à *Malines* :

$69,493 : 3 =$ quotient 13,899.

Catholiques 3,192 ; 3 sièges.

Cartel 1,788 ; 1 siège.

Reste 1 siège.

A. *Turnhout* :

$50,718 : 4 =$ quotient 12,680.

Catholiques 3,215 ; 3 sièges.

Cartel 0,784 ; 0 —

Reste 1 siège.

B. La liste catholique a donc déjà 13 élus dans la province, le cartel 7.

Pour régler le sort des 4 autres, le Bureau central va d'abord procéder comme dans le régime actuel :

Chiffre électoral provincial : Catholique.

Cartel.

	178,395		116,410
14 ^e diviseur	12,742	8 ^e diviseur	14,513
15 ^e —	11,866	9 ^e —	12,901
		10 ^e —	11,611

D'où il suit que :

Le premier siège supplémentaire appartient au cartel,

le deuxième. au cartel,

le troisième. à la liste catholique,

le quatrième. à la liste catholique.

C) Dans quels arrondissements, et à qui, ces sièges seront-ils attribués ?

La solution dépendra de la fraction locale revenant proportionnellement à chaque liste. L'article 275, 2^e alinéa, traduit la formule qui assure ce desideratum.

Nous venons de voir que deux sièges sont vacants à Anvers : le quotient catholique, 7,828, représente pour 8 sièges au lieu de 7, une force de 0,978, pour 9 sièges, 0,869; le quotient du cartel, 0,628, pour 7 sièges au lieu de 6, 0,975, pour 8 sièges, 0,853. A Malines, la fraction catholique est 0,798, celle du cartel 0,892. A Turnhout, 0,803 d'une part, 0,784 d'autre part.

Rangeons ces fractions locales par ordre d'importance :

Catholiques.		Cartel.	
Anvers	0,978	Anvers	0,975
Anvers	0,869	Malines	0,892
Turnhout	0,803	Anvers	0,853
Malines	0,798	Turnhout	0,784

Le premier et le deuxième sièges, revenant au cartel, seront donc dévolus à Anvers et à Malines.

Le troisième siège, revenant aux catholiques, leur est dévolu à Anvers.

Cet arrondissement étant complètement pourvu, la deuxième fraction devient inutilisable, et le quatrième siège est dévolu aux catholiques de Turnhout.

Finalement le résultat serait, ici, le même que celui qui a été proclamé en 1912.

Hainaut.

A. — Chiffres électoraux :

	Catholiques.	Cartel.	Socialistes.	Libéraux.
Charleroi (11)	50.695	126.921	—	—
Mons (7)	31.502	—	54.335	23.324
Soignies (3)	27.630	42.676	—	—
Thuin (3)	23.098	38.329	—	—
Tournai (6)	46.390	56.999	—	—

Quotients :

Charleroi (diviseur 16147)	3.159	7.800	—	—
Mons (— 13593)	2.020	—	3.420	1.493
Soignies (— 17377)	1.371	2.427	—	—
Thuin (— 20476)	1.123	1.871	—	—
Tournai (— 17234)	2.691	3.307	—	—

B. — La liste catholique a donc déjà 9 élus, le cartel 13, les socialistes 3, les libéraux 1.

Reste à répartir 5 sièges, 1 dans chaque arrondissement.

Chiffre électoral provincial :

Catholiques.	Cartel.	Socialistes.	Libéraux.
10 ^e diviseur 17.931	14 ^e diviseur 18.923	4 ^e diviseur 13.588	2 ^e diviseur 11.662
11 ^e — 16.501	15 ^e — 17.661		
12 ^e — 14.902	16 ^e — 16.557		
	17 ^e — 15.583		

Le premier siège supplémentaire revient au cartel.

Le deuxième — aux catholiques.

Le troisième — au cartel.

Le quatrième —

Le cinquième — aux catholiques.

C. — Fractions locales :

Charleroi (catholiques)	. . .	3.159 : 4 = 0.784
(cartel)	. . .	7.860 : 8 = 0.982
Mons (catholiques)	. . .	2.020 : 3 = 0.673
(socialistes)	. . .	3.420 : 4 = 0.855
(libéraux)	. . .	1.493 : 2 = 0.747
Soignies (catholiques)	. . .	1.371 : 2 = 0.785
(cartel)	. . .	2.427 : 3 = 0.808
Thuin (catholiques)	. . .	1.123 : 2 = 0.561
(cartel)	. . .	1.871 : 2 = 0.935
Tournai (catholiques)	. . .	2.691 : 3 = 0.897
(cartel)	. . .	3.307 : 4 = 0.826

D'où le tableau suivant, en négligeant les socialistes et les libéraux de Mons, qui (voir litt. b) n'ont point part à la répartition provinciale.

Catholiques.	Cartel.
Tournai . . . 0.897	Charleroi . . . 0.982
Soignies . . . 0.785	Thuin. . . . 0.935
Charleroi . . . 0.784	Tournai . . . 0.826
Mons 0.673	Soignies . . . 0.808
Thuin 0.561	

Le premier siège supplémentaire revient au cartel; il l'aura à Charleroi.

Le deuxième aux catholiques; ce sera donc à Tournai.

Le troisième et le quatrième au cartel; il les prendra à Thuin et à Soignies, puisque Tournai est entièrement pourvu.

Enfin, le cinquième siège, revenant aux catholiques, ne pourra leur être attribué à Soignies, ni à Charleroi, arrondissements déjà pourvus; ils l'auront à Mons.

Finalement, la liste catholique obtient 11 sièges au lieu de 10, le cartel 20 sièges au lieu de 21.

* * *

Qu'il nous soit permis, avant de terminer ce rapport, de mettre en relief la portée pratique de la proposition de M. Van de Walle.

Si parfait que soit le système d'Hondt, il ne peut empêcher que des déchets importants se produisent. La représentation ne serait strictement proportionnelle que s'il y avait juste autant de mandats à conférer que de voix émises. Forcément, — tandis que la liste, qui donne le dernier diviseur dans un arrondissement, est exactement et entièrement lotie, — les autres ont un excédent non utilisé. Il en sera ainsi, même si on étend la circonscription, mais à un degré beaucoup moindre.

Ainsi, à l'élection de 1912 pour la Chambre, les listes catholiques ont eu, dans l'ensemble, un déchet de 114,613 voix; celles du cartel 51,699; les listes libérales 66,416; au total 232,730 voix. Le système Van de Walle eût réduit ce déchet à 120,903.

En 1914 (quatre provinces), le déchet de 38,890 voix pour les catholiques, de 58,926 pour les libéraux, de 34,558 pour les socialistes, de 12,646 pour les daensistes, soit un total de 145,020 voix, serait tombé à 63,363.

L'avantage du système de M. Van de Walle est dès lors évident.

On lui a reproché certaines bizarreries possibles dans les résultats: tel celui qui, dans un arrondissement, nommant trois représentants et ayant d'emblée un élu de chaque parti, verrait le bureau central attribuer le troisième siège, réservé, à la liste de la minorité locale.

Bizarreries plus apparentes que réelles! Il ne faut pas perdre de vue que les sièges supplémentaires sont acquis aux groupes, non par les voix d'un arrondissement, mais de tous; les élus du premier jour sont, à proprement parler, les députés de l'arrondissement; ceux du second jour, les députés de la province.

En conséquence, la Section Centrale s'est trouvée unanime pour amender, comme il est indiqué ci-après, la proposition de loi qu'elle a eu l'honneur de soumettre à la Chambre.

Le Rapporteur,

NICOLAS GOBLET.

Le Président,

P. POULLET.

Amendements proposés par la Section centrale.

I.

ART. 275.

Rédiger l'article comme suit :

Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration de groupement prévue par l'article 268, le bureau principal, au lieu de procéder de la manière indiquée à l'article 263, *établit un diviseur électoral en divisant le total général des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement. Il divise les chiffres électoraux par ce diviseur et fixe ainsi, à chaque liste, son quotient électoral dont les unités indiquent le nombre de sièges immédiatement acquis.*

Il divise ensuite chaque quotient électoral par 1 si la liste n'a pas encore de siège, par 2 si elle en a obtenu un, par 3 si elle en a obtenu deux et ainsi de suite. Le droit éventuel de la liste sera ainsi représenté par la fraction que l'on obtient, lorsque on divise son quotient électoral par le nombre de sièges, qu'elle occuperait successivement, si le siège complémentaire lui était chaque fois attribué.

Procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central provincial, les autres pièces indiquées à l'article 193 étant seules transmises au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

I.

ART. 275.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de bij artikel 268 voorziene verklaring van groepeerings deden, *stelt het hoofdbureau, in plaats van te handelen op de wijze vermeld in artikel 263, een kiesdeeler vast door het algemeen totaal der geldige stemmen te deelen door het getal zetels, in het arrondissement toe te kennen. Het deelt de kiescijfers door dezen deeler en bepaalt aldus, voor elke lijst, haar kiesquotient, waarvan de eenheden het aantal dadelijk verworven zetels aanduiden.*

Daarna deelt het elk kiesquotient door 1 indien de lijst nog geen zetel heeft bekomen, door 2 indien zij er één heeft bekomen, door 3 indien zij er twee heeft bekomen, en zoo voorts. Het mogelijk recht der lijst wordt op die wijze vertegenwoordigd door de breuk welke men bekomt, wanneer men haar kiesquotient deelt door het getal zetels, welke zij achter-eenvolgens zou bezetten, indien de aanvullende zetel haar telkens toegekend werd.

Het proces-verbaal dier verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureau; alleen de overige, in artikel 193 vermelde stukken worden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat gestuurd.

II.

ART. 277.

Ajouter in fine les deux alinéas ci-après :

Si tous les arrondissements où le groupe compte des candidats sont déjà pourvus, le siège complémentaire ne pourra lui être attribué, et le mandat laissé vacant dans l'arrondissement où le groupe ne compte pas de candidats, sera attribué à une autre liste conformément à l'alinéa suivant.

Lorsque, l'appel des listes et la désignation des arrondissements étant terminés, il est constaté que, dans un arrondissement une liste obtient plus de sièges qu'il n'y a de candidats titulaires ou suppléants, le bureau central provincial ajoute les sièges non attribués à ceux qui reviennent aux autres listes dans le même arrondissement, en poursuivant les opérations indiquées à l'article 276; chaque quotient nouveau détermine, en faveur du groupe ou de la liste à laquelle il appartient et qui compte des candidats en nombre suffisant dans l'arrondissement, l'attribution d'un siège.

III.

Supprimer la disposition transitoire.

II.

ART. 277.

Aan het slot de twee navolgende alinea's toe te voegen :

Zijn de zetels reeds begeven in al de arrondissementen, waar de groep kandidaten telt, dan kan de aanvullende zetel haar niet worden toegekend en wordt het mandaat, dat nog openstaat in het arrondissement waar de groep geen kandidaten telt, aan eene andere lijst toegekend overeenkomstig het volgende lid.

Indien, na de oproeping der lijsten en de aanwijzing der arrondissementen, bevonden wordt dat, in een arrondissement, eene lijst meer zetels bekomt dan er werkelijke of plaatsvervangende kandidaten zijn, voegt het provinciaal centraal bureau de niet toegekende zetels bij die, welke aan de overige lijsten in hetzelfde arrondissement toekomen; daartoe zet het de in artikel 276 vermelde verrichtingen voort; voor elk nieuw quotient wordt een zetel toegekend aan de groep of de lijst, waartoe het behoort en die een toereikend getal kandidaten in het arrondissement heeft.

III.

De overgangsbepaling te doen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 SEPTEMBER 1919.

Wetsvoorstel

tot aanvulling van het Kieswetboek en invoering van de evenredige verdeling der zetels voor de Wetgevende Kamers bij provinciale omschrijving ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOBLET.

MIJNE HEEREN,

Uit het verslag, ter vergadering van 31 Juli 1919 (n^r 269) ingediend, bleek dat er oneenigheid tusschen de Middenafdeeling en den Regeeringscommissaris bestond aangaande de formule tot regeling van de toekenning der zetels, aan de verschillende groepen bij de provinciale verdeling toekomende.

De Middenafdeeling nam het stelsel aan, door den heer Van de Walle in zijn wetsvoorstel voorgestaan, en vatte het samen in het tweede lid van artikel 275. De Regeeringscommissaris verkoos te blijven bij het berekenen van het tiendeelig cijfer van het plaatselijk quotient van elke lijst.

Men heeft echter gezien dat de heer Van de Walle zelf, in de Bijlage van het verslag, een tekst als vergelijk aangeduid had; deze tekst was overigens uit zijn voorstel van 1911 overgenomen (Stukken der Kamer, blz. 124). Daar de heer Sauveur weten liet dat hij zich bij dien tekst kon aansluiten, beraadslaagde de Middenafdeeling daarover en nam zij den tekst aan.

Het stelsel is het volgende. Het volstaat elk plaatselijk quotient te deelen door het aantal zetels, dat de lijst hebben zou, indien de voorbehouden zetel haar begeven werd : door 1 indien zij nog geen zetel heeft, door 2 indien zij er een heeft, door 3 indien zij er twee heeft, en zoo voorts. Ingeval meerdere zetels in hetzelfde arrondissement voorbehouden zijn, wordt de

(1) Wetsvoorstel, n^r 129 (Zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pouillet, bestond uit de heeren de Liedekerke, Mechelynck, Van de Vyvere, Bertrand, Melot, Goblet.

deeling op dezelfde wijze voortgezet. De zoo bekomen breuken bepalen de kieskracht van de lijst. Gerangschikt in de volgorde van hunne belangrijkheid, bepalen zij de orde van voorkeur voor het toekennen, aan elke groep, van de zetels, haar door de provinciale verdeling voorbehouden.

De Regeeringscommissaris steunde zijne toetreding tot dat stelsel op beschouwingen, welke wij tot de onze maken :

« Men kan, wel is waar, betwisten dat de bekomen breuk de « nog niet vertegenwoordigde kieskracht » bepaalt van de lijst, waartoe zij behoort, doch in werkelijkheid, wanneer men nagaat welke de beteekenis is van de achtereenvolgende berekeningen, welke die breuk als uitkomst hebben, is men er toe gebracht, vast te stellen dat deze, bekomen in de veronderstelling van de toekenning van een aanvullenden zetel, in evenredigheid per honderd (of per duizend) de verhouding uitdrukt tusschen den kiesdeeler (die een volstrekt recht op een zetel geeft) en het gemiddeld aantal stemmen, per zetel, door de lijst bekomen.

Die plaatselijke breuk is dus nagenoeg een deel van een zetel, dat deel hetwelk rechtstreeks voortkomt van de stemmen behaald door de lijst in het arrondissement, het meerdere zijnde een kosteloze winst of een benutting der overschotten.

Hoe dichter die breuk bij de eenheid komt, hoe meer gewettigd de toekenning is van een aanvullenden zetel die er aanleiding toe gegeven heeft; dat wettigt de rangschikking van de plaatselijke breuken in de volgorde hunner belangrijkheid.

Neemt men, b. v., het kiesquotient der katholieke lijst te Antwerpen (verkiezingen voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers in 1912) of 7,829, dat 7 zetels + 829 duizendsten vertegenwoordigt, en deelt men dit kiesquotient door 8, wat de plaatselijke breuk 0,978 geeft, dan stelt men vast dat, ingeval de katholieke lijst 8 zetels zou bekomen, elke zetel haar zou toekomen tot een beloop van 98 honderdsten wegens de stemmen van kiezers die voor de lijst gestemd hebben; die breuk komt bij de eenheidsmaat (kiesdeeler) op twee honderdsten na. En, inderdaad, het 8^e quotient (deeling door 8) van het *arrondissements-kiescijfer* der katholieke lijst te Antwerpen is $93,256 : 8 = 11,657$, hetwelk gelijkstaat met 98 honderdsten, of liever 978 duizendsten, van den kiesdeeler 11,913 ($11,913 \times 0,978 = 11,651$).

Wij voegen er bij dat de nieuwe formule, in schijn minder ingewikkeld dan die van het wetsvoorstel, het voordeel heeft overeen te komen met het stelsel-d'Hondt, en dat zij zich gemakkelijk aanpast aan het geval dat verscheidene zetels open zijn in een zelfde arrondissement.

In overleg met den Regeeringscommissaris stelt de Middenafdeeling voor, artikel 277 door twee nieuwe alinea's aan te vullen.

Het betreft het geval waarbij een groep aanverwante lijsten slechts kandidaten telt in enkele der arrondissementen van de provincie; op het oogenblik dat deze groep op hare beurt geroepen is om een zetel aan te nemen die haar toekomt, is er nog slechts een open plaats in een arrondissement waar zij geen kandidaat heeft.

Men behoeft die veronderstelling te voorzien, hoe onwaarschijnlijk zij ook moge voorkomen.

De oplossing bestaat hierin, op den grondslag van de provinciale kiescijfers den regel vermeld in artikel 263, alinea 3, der kieswetten toe te passen. En het is redematig denzelfden regel toe te passen bij het openstaan van plaatsen doordien in een arrondissement een lijst meer zetels zou bekomen dan zij er werkelijke en plaatsvervangende kandidaten telt.

Eindelijk, de overgangsbepaling van het voorstel kan zonder bezwaar wegvallen tegenover artikel 2, littera H. van het wetsontwerp, door de Regeering ingediend betreffende de aanstaande kiesverrichtingen.

* * *

Het is nuttig, de bewijstabellen, die wij in het voorgaande verslag opmaakten met de officiële uitslagen der verkiezingen van 1912 tot grondslag, voor de provincie Antwerpen en voor Henegouwen, volgens de nieuwe formule te wijzigen.

De kiescijfers van de verschillende partijen waren de volgende in de provincie Antwerpen :

	Katholieken.	Cartel.	Afzonderlijke.
Antwerpen (15)	93,256	81,348	4,080
Mechelen (3).	44,367	24,816	310
Turnhout (4).	40,772	9,946	—

Tot daartoe blijven de verrichtingen onveranderd.

Enkele heel eenvoudige berekeningen zal het Hoofdbureau of het Centraal Bureau moeten maken voor de verdeling der zetels.

A. Het totaal der geldige stemmen te Antwerpen 178,684 zijnde en het getal zetels 15, zoo zal het quotient bedragen $178,684 : 15$ of, de breuk aanvullend, 11,913.

Daaruit volgt dat het katholiek kiescijfer vertegenwoordigt $(93,256 : 11,913)$ 7,828, en dit van het cartel 6,828.

Besluit : De eerste lijst bekomt dadelijk 7 zetels, de tweede 6 zetels; 2 zetels moeten nog toegekend worden.

Dezelfde verrichtingen zullen te Mechelen geven :

$69,493 : 5 =$ quotient 13,899.

Katholieken 3,192; 3 zetels.

Cartel 1,785; 1 zetel.

Blijft 1 zetel.

Te Turnhout :

$50,718 : 4 =$ quotient 12,680.

Katholieken 3,215; 3 zetels.

Cartel 0,784; 0 —

Blijft 1 zetel.

B. De katholieke lijst heeft dus reeds 13 gekozenen in de provincie, het cartel 7.

Om te weten wat er met de overige 4 te doen staat, zal het Centraal Bureau eerst handelen zooals in het tegenwoordig stelsel :

Provinciaal kiescijfer :	Katholiek.	—	Cartel.
	178,395		116,110
14 ^e deeler	12,742	8 ^e deeler	14,513
15 ^a —	11,866	9 ^e —	12,901
		10 ^e —	11,611

Daaruit volgt dat :

de eerste aanvullende zetel toekomt aan het cartel,
 de tweede aan het cartel,
 de derde aan de katholieke lijst,
 de vierde aan de katholieke lijst.

C. In welke arrondissementen en aan wie zullen die zetels toegekend worden ?

De oplossing zal afhangen van de plaatselijke breuk, evenredig aan elke lijst toekomend. Artikel 275, § 2, geeft de mathematische formule op, die dat desideratum verzekert.

Wij stelden even vast dat twee zetels open zijn te Antwerpen : het katholiek quotient, 7,828, vertegenwoordigt voor 8 zetels in plaats van 7 een kracht van 0,978, voor 9 zetels 0,869 ; het quotient van het cartel 0,628 voor 7 zetels in plaats van 6, 0,975, voor 8 zetels, 0,853. Te Mechelen is de katholieke breuk 0,798, die van het cartel 0,892. Te Turnhout 0,803, eenerzijds, 0,784 anderzijds.

Laten wij die breuken in de volgorde van hunne belangrijkheid rangschikken :

Katholieken.	—	Cartel.	—
Antwerpen . . .	0,978	Antwerpen . . .	0,975
Antwerpen . . .	0,869	Mechelen . . .	0,892
Turnhout . . .	0,803	Antwerpen . . .	0,853
Mechelen . . .	0,798	Turnhout . . .	0,784

De eerste en de tweede zetel, die aan het Cartel toekomen, zullen dus begeven worden te Antwerpen en te Mechelen.

De derde zetel, die aan de Katholieken toekomt, wordt hun te Antwerpen begeven.

Dit arrondissement is heelemaal voorzien ; de tweede breuk blijft dus onbenuttigd en de vierde zetel wordt aan de Katholieken te Turnhout begeven.

Ten slotte, zou de uitslag hier dezelfde zijn als die, welke in 1912 uitgeroepen werd.

*Henegouw.**A. -- Kiescijfers :*

	Katholieken.	Cartel.	Socialisten.	Liberalen.
Charleroi (11) . . .	50.695	126.921	—	—
Bergen (7) . . .	31.502	—	54.535	23.524
Zinik (3) . . .	27.630	42.676	—	—
Thuin (3) . . .	23.098	58.329	—	—
Doornik (6) . . .	46.390	56.999	—	—

A. — Quotienten :

Charleroi (deeler 16147)	3.139	7.800	—	—
Bergen (— 15593)	2.020	—	3.420	1.493
Zinik (— 17377)	1.571	2.427	—	—
Thuin (— 20476)	1.123	1.871	—	—
Doornik (— 17234)	2.691	3.307	—	—

B. — De katholieke lijst heeft dus 9 gekozenen, het cartel 13, de socialisten 3, de liberalen 1.

Blijft te verdeelen : 5 zetels, 1 in elk arrondissement.

Provinciaal kiescijfer :

Katholieken.	Cartel.	Socialisten.	Liberalen.
10° deeler 17.931	14° deeler 18.923	4° deeler 13.588	2° deeler 11.662
11° — 16.301	15° — 17.661		
12° — 14.902	16° — 16.557		
	17° — 15.583		

De eerste aanvullende zetel komt toe aan het cartel.

De tweede — — — — — aan de katholieken.

De derde — — — — — aan het cartel.

De vierde — — — — — —

De vijfde — — — — — aan de katholieken.

C. — Plaatselijke breuken :

Charleroi (katholieken) . . .	3.139 : 4 = 0.784
(cartel) . . .	7.860 : 8 = 0.982
Bergen (katholieken) . . .	2.020 : 3 = 0.673
(socialisten) . . .	3.420 : 4 = 0.855
(liberalen) . . .	1.493 : 2 = 0.747
Zinik (katholieken) . . .	1.571 : 2 = 0.785
(cartel) . . .	2.427 : 3 = 0.808
Thuin (katholieken) . . .	1.123 : 2 = 0.551
(cartel) . . .	1.871 : 2 = 0.933
Doornik (katholieken) . . .	2.691 : 3 = 0.897
(cartel) . . .	3.307 : 4 = 0.826

Dat geeft de volgende tabel, met weglating van de socialisten en liberalen van Bergen, die (zie litt. B) bij de provinciale verdeeling niet in aanmerking komen.

Katholieken.		Cartel.	
Doornik	0.897	Charleroi	0.982
Zinik	0.788	Thuin	0.935
Charleroi	0.784	Doornik	0.826
Bergen	0.673	Zinik	0.808
Thuin	0.561		

De eerste aanvullende zetel komt toe aan het cartel; het zal dien bekomen te Charleroi.

De tweede aan de katholieken; het zal dus zijn te Doornik.

De derde en de vierde aan het cartel; het zal ze nemen te Thuin en te Zinik, aangezien Doornik heelemaal voorzien is.

Eindelijk de vijfde zetel, die aan de katholieken toekomt, kan hun niet toegekend worden te Zinik, noch te Charleroi, arrondissementen die reeds voorzien zijn; zij zullen hem te Bergen bekomen.

Ten slotte bekomt de katholieke lijst 11 zetels in plaats van 10, het cartel 20 zetels in plaats van 21.

*
* * *

Het zij ons geoorloofd, alvorens dit verslag te eindigen, de praktische beteekenis van het voorstel van den heer Van de Walle te doen uitkomen.

Hoe volmaakt het stelsel-D'Hondt ook zij, het kan niet beletten dat belangrijke overschotten zich voordoen. De vertegenwoordiging zou alleen dan streng evenredig zijn, wanneer er juist zooveel zetels te begeven waren als er uitgebrachte stemmen zijn. Onvermijdelijk — terwijl de lijst, die den laatsten deeler in een arrondissement geeft, juist en volledig bedeed is —, hebben de overige een onbenuttigd overschot. Dat zal geschieden, zelfs indien men de omschrijving uitbreidt, doch in veel geringere mate.

Zóó hadden de katholieke lijsten bij de verkiezingen voor de Kamers in 1912 in 't geheel een overschot van 114,613 stemmen; die van het cartel, 51,699; de liberale lijsten, 66,416; te zamen 232,730 stemmen. Het stelsel Van de Walle zou dat overschot op 120,903 stemmen gebracht hebben.

In 1914 (vier provinciën) zou het overschot van 38,890 stemmen voor de katholieken, van 58,926 voor de liberalen, van 34,558 voor de socialisten, van 12,646 voor de Daensisten of te zamen 145,020 stemmen verminderd zijn op 63,363.

Het voordeel van het stelsel Van de Walle is dus klaarblijkend.

Men heeft daarvan gezegd, dat zekere zonderlinge verrassingen zich bij de uitslagen kunnen voordoen. Zóó kan het gebeuren dat in een arrondissement, hetwelk drie volksvertegenwoordigers verkiest en dadelijk een gekozene heeft in elke partij, het hoofdbureel den derden voorbehouden zetel zou toekennen aan de lijst der plaatselijke minderheid.

Dat is zoo zonderling niet als het wel schijnt. Men mag niet vergeten dat de aanvullende zetels door de groepen verworven worden, niet door de stemmen van *een* arrondissement, maar van *alle*; de gekozenen van den eersten dag zijn eigenlijk de afgevaardigden van het arrondissement; die van den tweeden dag, de afgevaardigden van de provincie.

De Middenafdeeling was bijgevolg eenstemmig om het wetsvoorstel, dat zij aan de Kamer voorlegde, te wijzigen zooals hierboven aangeduid werd.

De Verslaggever,

NICOLAS GOBLET.

-De Voorzitter,

P. POULEET.

Amendements proposés par la Section centrale.

I.

ART. 273.

Rédiger l'article comme suit :

Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration de groupement prévue par l'article 268, le bureau principal, au lieu de procéder de la manière indiquée à l'article 263, *établit un diviseur électoral en divisant le total général des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement. Il divise les chiffres électoraux par ce diviseur et fixe ainsi, à chaque liste, son quotient électoral dont les unités indiquent le nombre de sièges immédiatement acquis.*

Il divise ensuite chaque quotient électoral par 1 si la liste n'a pas encore de siège, par 2 si elle en a obtenu un, par 3 si elle en a obtenu deux et ainsi de suite. Le droit éventuel de la liste sera ainsi représenté par la fraction que l'on obtient, lorsque on divise son quotient électoral par le nombre de sièges, qu'elle occuperait successivement, si le siège complémentaire lui était chaque fois attribué.

Procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central provincial, les autres pièces indiquées à l'article 193 étant seules transmises au greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

Amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

I.

ART. 273.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

In de arrondissementen waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de bij artikel 268 voorziene verklaring van groepeerings deden, *stelt het hoofdbureau, in plaats van te handelen op de wijze vermeld in artikel 263, een kiesdeeler vast door het algemeen totaal der geldige stemmen te deelen door het getal zetels, in het arrondissement toe te kennen. Het deelt de kiescijfers door dezen deeler en bepaalt aldus, voor elke lijst, haar kiesquotient, waarvan de eenheden het aantal dadelijk verworven zetels aanduiden.*

Daarna deelt het elk kiesquotient door 1 indien de lijst nog geen zetel heeft bekomen, door 2 indien zij er één heeft bekomen, door 3 indien zij er twee heeft bekomen, en zoo voorts. Het mogelijk recht der lijst wordt op die wijze vertegenwoordigd door de breuk welke men bekomt, wanneer men haar kiesquotient deelt door het getal zetels, welke zij achtereenvolgens zou bezetten, indien de aanvullende zetel haar telkens toegekend werd.

Het proces-verbaal dier verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan den voorzitter van het provinciaal centraal bureau; alleen de overige, in artikel 193 vermelde stukken worden aan den griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat gestuurd.

II.

ART. 277.

Ajouter in fine les deux alinéas ci-après :

Si tous les arrondissements où le groupe compte des candidats sont déjà pourvus, le siège complémentaire ne pourra lui être attribué, et le mandat laissé vacant dans l'arrondissement où le groupe ne compte pas de candidats, sera attribué à une autre liste conformément à l'alinéa suivant.

Lorsque, l'appel des listes et la désignation des arrondissements étant terminés, il est constaté que, dans un arrondissement une liste obtient plus de sièges qu'il n'y a de candidats titulaires ou suppléants, le bureau central provincial ajoute les sièges non attribués à ceux qui reviennent aux autres listes dans le même arrondissement, en poursuivant les opérations indiquées à l'article 276; chaque quotient nouveau détermine, en faveur du groupe ou de la liste à laquelle il appartient et qui compte des candidats en nombre suffisant dans l'arrondissement, l'attribution d'un siège.

III.

Supprimer la disposition transitoire.

II.

ART. 277.

Aan het slot de twee navolgende alinea's toe te voegen :

Zijn de zetels reeds begeven in al de arrondissementen, waar de groep kandidaten tellt, dan kan de aanvullende zetel haar niet worden toegekend en wordt het mandaat, dat nog openstaat in het arrondissement waar de groep geen kandidaten tellt, aan eene andere lijst toegekend overeenkomstig het volgende lid.

Indien, na de oproeping der lijsten en de aanwijzing der arrondissementen, bevonden wordt dat, in een arrondissement, eene lijst meer zetels bekomt dan er werkelijke of plaatsvervangende kandidaten zijn, voegt het provinciaal centraal bureau de niet toegekende zetels bij die, welke aan de overige lijsten in hetzelfde arrondissement toekomen; daartoe zet het de in artikel 276 vermelde verrichtingen voort; voor elk nieuw quotient wordt een zetel toegekend aan de groep of de lijst, waartoe het behoort en die een toereikend getal kandidaten in het arrondissement heeft.

III.

De overgangsbepaling te doen wegvallen.